



Solidaires Finances Publiques

Section de la Haute-Vienne

Centre des Finances Publiques de Limoges Cruveilhier

30, rue Cruveilhier

87050 LIMOGES Cedex

Tél. 05.55.45.14.61 Télécopie : 05.55.45.58.42

solidairesfinancespubliques.drifip87@dgfip.finances.gouv.fr

Monsieur le président,

Si nous siégeons aujourd'hui après 3 boycotts successifs, ce n'est pas que nous considérons que les conditions d'un dialogue social de qualité sont rétablies. Hélas !

Mais les sujets à l'ordre du jour sont au cœur des préoccupations des agents :

- La campagne IR est un moment fort de l'activité des SIP
- Le DUERP est un élément de mesure révélateur des conditions de travail.

Campagne IR

Notre intervention aura pour but de pointer du doigt les difficultés que nous allons rencontrer dans le déroulement de la campagne et sans entrer dans le vif du sujet nous vous citons pêle-mêle :

- toujours moins de personnel : des départs en retraite non remplacés, des congés maladie de longue durée, un début de campagne pendant la période des vacances scolaires, donc de grosses difficultés pour remplir les plannings,
- toujours moins d'argent Moins de crédits d'auxiliaires et le recours à des étudiants jetés dans l'arène sans réelle préparation, délivrant des renseignements approximatifs quelle que soit leur bonne volonté,
- des ponctions dans d'autres services toujours plus insupportables, qui les désorganisent, qui nécessitent un investissement important de la part des agents, et qui ne sont hélas pas indemnisés en retour. Car qui vient faire le travail qui n'a pas été fait pendant ce temps là dans ces services ? Leurs objectifs sont-ils pour autant revus à la baisse ? Non,
- Une fiscalité toujours plus complexe,
- Une vitrine destinée à donner l'illusion que nous sommes une administration moderne et efficace avec la déclaration en ligne (on ne dit plus télé déclaration), la dématérialisation des avis d'imposition pour laquelle les gens ont opté à l'insu de leur plein gré ce qui a valu à certains des pénalités qu'il a fallu dégrever générant du travail supplémentaire pour les services, la possibilité de déclarer par smartphone

Et que croyez-vous que l'administration fit en pareille circonstance ? Elle récidive bien sûr !! Mais les services sont chargés de la promouvoir en devenant de véritables commerciaux. A quand la prime proportionnelle au nombre de déclarations en ligne vendues ?

Elle va même jusqu'à pratiquer une discrimination intolérable entre les internautes et " les autres " en offrant des " prestations " de meilleure qualité aux internautes : plus de renseignements pré-identifiés, reports automatiques de chiffres au mépris des contribuables plus âgés, moins " branchés " notamment dans notre département.

Il n'y a bien que vous pour être optimiste Mr RECOR sur le bon déroulement de la campagne pour laquelle vous en appelez à notre professionnalisme et à notre engagement. Cela risque de ne plus suffire.

Quant au DUERP,

au fil des années les risques psycho-sociaux finissent par prendre de plus en plus d'importance face aux pressions hiérarchiques elles-mêmes exacerbées par le manque de personnel et de moyens.

Face à ce constat quels moyens ? Sachant qu'il faut bannir toute solution induisant un coût financier important rigueur budgétaire oblige !

Un médecin de prévention qui se fait de plus en plus rare, un directeur qui se refuse à désigner un correspondant social tant qu'il n'y sera pas contraint.

Face aux suppressions d'emplois, notre administration en est réduite à en mesurer les conséquences désastreuses en termes de conditions de travail sur les rescapés.

Et pourtant notre DG est soi-disant très attaché à nos conditions de vie au travail.

Ce ne sont pas les outils de mesure qui manquent :

DUERP, TBVS (tableau de veille social), EDD (espace de dialogue) dont nous demandons le bilan car à part une belle plaquette que reste-t-il de cette structure ? Un baromètre social Alors on remplit des tableaux avec des bâchettes, on cote les risques, on les pondère, on les amalgame, bref on crée des usines à gaz qui occupent sacrément le service RH mais pour quoi faire ? Quels remèdes ? Quelles solutions ?

Aux risques exigences du travail les solutions préconisées sont : soutien de la hiérarchie et de la direction, priorisation des tâches. Or c'est bien ce soutien qui fait cruellement défaut ; quant à la priorisation des tâches c'est ce que l'on fait quand on est débordé. C'est donc bien faire le constat que l'on ne peut plus effectuer la totalité des tâches dans des conditions satisfaisantes.

Nous entrerons plus dans le détail lors de l'examen du DUERP.

Une fois de plus, on nous propose une belle vitrine mais il n'y a pas grand monde ni grand chose derrière. Mais l'administration s'est donné bonne conscience.

Et ne nous parlez plus de notre conscience professionnelle, de notre haute technicité, assez de superlatifs ! ça ne marche plus.

Vous avez face à vous des agents aigris, désabusés et démotivés qui n'en finissent plus de digérer les réformes, les fusions-absorptions, d'encaisser (si j'ose dire) les restrictions budgétaires sans aucune contrepartie.

Quant aux compensations financières dont devaient bénéficier les agents, force est de constater qu'une minorité a empoché le pactole et que la grande majorité est restée sur le carreau.

- Gel du point d'indice depuis plusieurs années

- Diminution de nos salaires du fait de l'augmentation de la retenue de pension civile

Travailler plus pour gagner moins !

Et de grâce Mr Recor, épargnez-nous votre traditionnel " ce n'est pas de mon ressort, ce sont des décisions ministérielles que je me contente d'appliquer en local, c'est du national "

Car c'est bien vous qui êtes chargé de l'application en local, c'est bien vous qui gérez la pénurie en local, c'est bien vous notre interlocuteur dans le département.

Alors osez nous dire les yeux dans les yeux que tout va bien, que nous travaillons dans de bonnes conditions

Nous vous livrerons dans le cadre de l'examen du DUERP le constat fait lors de nos visites de postes et le bilan est catastrophique pour certains d'entre-eux.

Alors oui, nous siégeons aujourd'hui mais pour dénoncer une fois encore l'écart qui se creuse entre la vitrine, l'affichage et la réalité des services.